Journal de Roubaix

Bureaux et Rédaction : Roubaix : 71, Grande-Rue. — Tourcoing, rue Carnot, 5

Directeur-Propriétaire : Alfred REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES : A Roubaix, au bureau du journal, Grande-Rue, 71. — A Tourcoing, au bureau du journal, rue Carnot, 5. — A Lille, chez M. Henri Lemaire, rue de la Station. — A Paris et à Bruxelles, dans les agences de publicité. Le Journal de Roubaix est en vente dans les principales kiosques et bibliothèques de Paris.

L'OPINION DE LA DIPLOMATIE

Les réceptions du jour de l'an, dont s'est exécuté l'orgueil de M. Waldeck-Rousseau qui évite autant que possible de paraître en second après le président de la République, n'ont pas été absolument banales.

Le corps diplomatique a rendu à l'action de la France à l'extérieur un hommage dont nous avons le devoir de tenir compte, car il prouve que tant que nous remplissons avec modération et fermeté notre rôle traditionnel dans le monde, nous inspirons aux puissances le respect de notre droit, qui se confond avec le droit des gens, et la confiance dans notre esprit d'équité et de conciliation.

Libre à ceux qui ont le dénigrement facile de considérer comme une formule de politesse sans portée les paroles prononcées par le nonne apostolique, au nom des ambassades et des légations du monde entier. Les citoyens qui ont à rendre justice même à ce ministre qu'ils combattent et qui voient derrière ce gouvernement les intérêts moraux dont il a la charge, ont recueilli avec satisfaction un langage qui est trop vrai pour n'être pas sincère.

Le doyen du corps diplomatique félicite la France de l'heureuse influence qu'elle a exercée en Chine pour faire accepter par toutes les puissances des bases de transaction modérées. Il reconnaît les droits qui ont été nécessaires à notre action contre la Turquie et proclame que nous « avons plus à cœur le maintien de la paix que la manifestation de la guerre ».

Le Nonne termine ainsi : « Que le Tout-Puissant daigne conserver à la nation française cette prospérité matérielle et cette grande moralité qui ont fait ses quatorze siècles de gloire et qui sont nécessaires aussi bien à la cause de la justice qu'à la liberté chrétienne dans le monde ».

N'oublions pas cet hommage et ce vœu sans cesse à leur portée, car s'ils nous rappellent ce que la France a été dans le monde, ce qu'elle est encore quand elle suit les traditions qu'elle tient de son génie et de son histoire, ils nous montrent ce qu'elle cessait d'être si elle se laissait entraîner, par l'internationalisme révolutionnaire, à briser avec son passé.

Le président de la République a apprécié, comme il convient, ce langage, et en a exprimé son reconnaissance à la rare élévation. Mais la presse ministérielle prétend que M. Loubet n'a pas compris ou a feint de ne pas comprendre, car le Nonne, dit M. Gerardi Richard, a cru devoir envelopper sa pensée d'une obscurité dont ces choses qui ont à dire constituent un outrage à la morale publique.

Qu'est-ce que cela veut dire ? Les écrits de M. Gerardi Richard sont infiniment moins clairs que les paroles de Mgr Louvet. Mais le point, dont la Petite République est l'organisateur, est un membre du gouvernement est le chef de la diplomatie, et il n'est pas possible de lui faire alliance avec les Chinois, les Français, avec les Boxers contre les missionnaires. Il lui suffit qu'on fasse allusion à nos traditions nationales et qu'on rende hommage à l'influence que la France compte dans le monde entier en s'y conformant pour qu'il se trouve atteint dans ses passions et dans ses haines.

Si l'on considère maintenant celui dont le mandat des affaires étrangères mérite les éloges que lui décernent le corps diplomatique, dont le ministre de commerce dirige une presse qui assimile ces éloges à des outrages, et dont le président du conseil va pêcher à la ligne pour n'avoir à faire peser son scepticisme d'aucun côté.

INFORMATIONS

M. WALDECK-ROUSSEAU DANS LE MIDI
Toulon, 6 janvier. — Le Président du Conseil et M. Waldeck-Rousseau se sont rendus à Saint-Mandrier, où le ministre du pays, qui présentait ce voyage, accueillait le Président du Conseil.

GAMBETTA AU PANTHEON
On annonce que la famille de Gambetta ayant consenti au transfert des cendres de Gambetta au Panthéon, ces transferts auront lieu solennellement au printemps prochain.

DÉLIBÉRATION ANNULÉE
Marseille, 6 janvier. — M. Chanot, président du Conseil général des Bouches-du-Rhône a reçu aujourd'hui notification d'un décret l'informant que la délibération du Conseil général du 13 décembre dernier n'est pas applicable. Cette délibération a trait à l'attribution annuelle d'une somme de mille francs à chaque conseiller pour le remboursement de frais occasionnés par le mandat.

ASSEMBLÉE TUMULTUEUSE A BREST
Brest, 6 janvier. — Des ouvriers de l'arsenal de Brest, au nombre de 3.000 environ, ont tenu hier soir, une assemblée tumultueuse. Un orateur a réclamé l'exécution de mesures révolutionnaires pour forcer le gouvernement à améliorer la situation des ouvriers. La séance a été levée au milieu d'une vive agitation.

BAGARRE EN ALGERIE
Mastaganem, 6 janvier. — Une bagarre terrible a éclaté à Héroli, entre deux tribus voisines, hier, dans la soirée. Un soldat combattant a été tué d'un coup de feu, six autres sont grièvement blessés.

LES DUELIS ALLEMANDS
Bonn, 6 janvier. — Les journaux de Thuringe donnent des détails sur le duel mortel de Léna.

Les étudiants de l'Université eurent le 1er janvier, à six heures du matin, sur la place du Marché de Léna, une discussion avec des officiers ; les uns et les autres rentraient de souper pour le Saint-Sylvestre ; plusieurs étaient ivres. L'étudiant Hild frappa au visage le lieutenant Thiemé, du 91e régiment d'infanterie. Un duel fut jugé inévitable et il eut lieu, hier matin, dans la forêt voisine : cinq balles devaient être échangées, avec faculté d'avincoeur.

Ce fut à la troisième reprise que l'étudiant Hild fut atteint mortellement sous l'aisselle. Le lieutenant Thiemé fut blessé légèrement au cou.

MANIFESTATION ANTI-ALLEMANDE
On manda d'Eydtkuhnen (frontière allemande) au « Rappel » :

A Saint-Petersbourg vient de se produire une grave manifestation anti-allemande, dont il est interdit aux journaux russes de faire la moindre mention.

Une foule immense, réunie devant l'hôtel de l'ambassade d'Allemagne, a lancé des cris hostiles. Quelques pierres ont même été lancées contre les fenêtres de l'ambassade.

Un escadron de cosaques, arrivé à temps, a dispersé la foule et barré les rues qui donnaient accès à la demeure de l'ambassadeur.

UN PRIX D'UN MILLION DE FRANCS POUR BALLONS DIRIGEABLES
Saint-Louis, 6 janvier. — Les directeurs de l'Exposition qui aura lieu l'année prochaine pour le centenaire de l'achat de la Louisiane, vont établir un concours de vaisseaux aériens dirigeables ; il y aura un prix de un million de francs.

On s'attend à un certain nombre de concurrents venant de dix pays différents, y compris M. Santos-Dumont et M. Maxim. Il y aura des assemblées tous les jours et ce sera le clou de l'Exposition.

RUSSIE ET TURQUIE
Une dépêche de Constantinople au Daily Mail annonce que la Porte vient de donner des ordres pour l'armement complet des foras d'Erzeroum (Arménie). On croit que ces ordres sont motivés par l'attitude récente de la Russie.

TENTATIVE D'ASSASSINAT SUR UN MINISTRE PERSE
Téhéran, 6 janvier. — Une tentative d'assassinat a été commise sur le premier ministre Atabeg Nizam, qui accompagnait le Chah dans son voyage à travers l'Irak. Atabeg Nizam faisait égarer un mouton à l'écart de M. P. Nizam. Les déclarations des deux ministres concernaient une consécration formelle des engagements conclus par écrit.

ENTRE LE PÉROU ET L'ÉQUATEUR
New-York, 6 janvier. — Le New-York-Herald publie la dépêche suivante de Guayaquil : « L'Équateur a envoyé une force importante à la frontière orientale pour occuper le territoire que les Péruviens ont envahi. »

« Il a en outre adressé des représentations au ministre des affaires étrangères péruvien. »

FRANCE & ITALIE
Un accord
Londres, 6 janvier. — Le correspondant du Daily Chronicle à Vienne prétend qu'après l'accord anglo-français relatif au Soudan, le marquis Visconti-Venosta demanda à l'Angleterre de garantir l'Italie contre l'occupation de Tripoli par une puissance quelconque.

Lord Salisbury avait refusé. M. Visconti-Venosta s'adressa à la France, cette fois avec succès. En échange, l'Italie laisse la France libre du côté du Maroc.

Le correspondant à Rome du Daily Graphic confirme l'existence d'un accord franco-italien donnant à l'Italie toute sa liberté d'action dans la Tripolitaine.

La France reconnaît la prépondérance et l'influence italiennes dans cette région et ne s'opposera pas à son occupation éventuelle par l'Italie.

De Vienne, on annonce également que, dans les cercles diplomatiques, on croit savoir que M. Delcassé fera au Parlement français des déclarations équivalentes à celles de M. P. Nizam. Les déclarations des deux ministres concernaient une consécration formelle des engagements conclus par écrit.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉTATS-UNIS
Une curieuse observation. — L'exportation des objets fabriqués en Amérique n'augmenterait pas.

Tandis que l'Europe se préoccupe de plus en plus de la concurrence industrielle et commerciale, dont la menace en les États-Unis, les derniers statistiques venues d'Amérique semblent indiquer que le pirl, au lieu de s'aggraver, aurait tendance à s'atténuer. C'est dans le dernier bulletin de la Chambre de commerce française de New-York que l'on trouve cette observation.

« Depuis un an environ, y lit-on, l'exportation des produits fabriqués en Amérique n'a cessé de croître, mais les statistiques ne nous en donnent pas de chiffres de valeur, et nous ne serions pas en mesure de voir diminuer encore le total évalué pour l'Europe, lequel s'élève à environ 200 millions. »

A l'appui de cette affirmation, le bulletin publie les relevés mois par mois, pour les trois dernières années, des exportations d'objets fabriqués. On y voit que la moyenne annuelle est de 180 millions de francs pendant les années 1897, 1898, 1899, 1900, 1901, la moyenne mensuelle dépassa 200 millions en 1899 ; elle est retombée à 190 millions au cours de 1901. Dans cette dernière année, les machines diverses comptent pour plus de 25 millions, les objets fabriqués de fer et d'acier pour plus de 100 millions. D'autre part, les importations ont augmenté de près de 200 millions.

Il serait d'ailleurs prématuré d'en tirer des conclusions définitives. Il se peut encore un marché très vaste à l'étranger pour l'industrie américaine, comme dit le bulletin. Il ne faut pas surtout oublier que de 1890 à 1900, les importations des États-Unis ont augmenté de 77 p. c. et les exportations de 62 p. c. Après quoi, un temps d'arrêt n'a rien d'extraordinaire.

La Guerre au Transvaal
Les bruits de négociations pour la paix sont-ils réellement fondés ? Il ne faudrait pas trop espérer et croire, notamment, que les Boers seraient disposés à accepter tout arrangement d'où leur indépendance serait exclue.

Le « Daily Mail » publie le résultat d'une enquête faite auprès des délégués boers sur cette question. La conclusion qu'en tire le journal anglais est celle qu'on devait attendre : « Il serait insensé pour l'Angleterre de courir les risques d'un refus en offrant encore une fois ce que les Boers ont déjà refusé. »

Nouveau combat
Londres, 6 janvier. — Plusieurs journaux publient la dépêche suivante de Prétoria, 4 janvier : « Un détachement d'Écossais gris, se rendant de Brugspruit à Broukhout-Struit, a eu, avec les Boers, un engagement assez vif dans lequel il a perdu six tués et quatre blessés. Le combat a duré deux heures. Les Boers s'étaient retirés avec quelques pertes. »

Étant données les termes de cette dépêche, il n'est pas téméraire d'en conclure que cet engagement a été une nouvelle victoire des Boers.

Les accusations contre les soldats britanniques
Une dépêche de Bruxelles annonce que plusieurs dames boers arrivées de l'Afrique du Sud ont été interviewées au sujet des accusations lancées par la presse allemande contre les soldats britanniques.

Ces dames ont déclaré que ces accusations sont erronées dans l'Afrique du Sud, mais qu'elles ne peuvent pas personnellement en garantir l'exactitude. Elles ont cependant affirmé que les corps irréguliers recrutés dans les bas fonds des ports sont composés pour la plupart de mauvais sujets. La conduite du soldat régulier anglais a été souvent très chevaleresque.

A propos de cette déclaration des dames boers il est intéressant de faire remarquer que M. Edgar Wallace, correspondant du Daily Mail, à Johannesburg, a signalé à diverses reprises des témoignages analoges concernant le caractère des soldats des corps irréguliers.

La dénomination commune pour les désigner dans l'Afrique du Sud est *Dockrat* (traf de dock), c'est-à-dire recrutés dans les ports.

M. Cecil Rhodes
Le bruit court à Londres que M. Cecil Rhodes va repartir prochainement pour le Cap. On dit cependant que M. Rhodes occupera vraisemblablement l'avenir une situation beaucoup moins importante dans la vie politique que par le passé. M. Rhodes songerait, en effet, à se retirer à la campagne, en Angleterre. On sait, en tout cas, qu'il a acheté un château situé près de Newmarket, villa qui est pour ainsi dire la capitale de l'Angleterre sportive. Cette propriété, M. Rhodes l'a payée 2.675.000 francs.

COMLOT ANARCHISTE
La découverte d'un complot anarchiste en Espagne
Madrid, 6 janvier. — Les journaux publient des détails sur la découverte du plan anarchiste à Xéras et dans plusieurs autres villes.

A Cadix, on a saisi de nombreux documents d'une société anarchiste. Le préfet a fait part de cette découverte au ministre de l'Intérieur.

Le journal de Barcelone, le « Diuivio », dans un article sur les événements de Xéras, attribue également à M. Rhodes le projet d'un coup de main audacieux qui devrait se produire avec le concours des grévistes de la capitale.

ARMEMENTS DE LA CHINE
LES PROCHAINS MASSACRES
Importation d'armes et de munitions. — Prostitution adressée aux États-Unis

Londres, 6 janvier. — Le « Daily Telegraph » apprend par un télégramme de Washington que plusieurs gouvernements ont adressé des notes au gouvernement américain pour lui reprocher de violer l'accord conclu entre les puissances au sujet de l'importation d'armes et de munitions en Chine. On sait que les puissances signataires s'étaient formellement engagées à interdire toute importation par tous les moyens en leur pouvoir.

En facilitant le réarmement de la Chine, les États-Unis ne font qu'encourager les sociétés secrètes dont l'influence est toute puissante dans les provinces centrales et méridionales de l'Empire du Milieu. On croit que les États-Unis ne se préparent efficacement par leurs atrocités les massacres des dernières années.

Les cabinets européens sont informés que, depuis plusieurs mois, la Chine importe clandestinement des armes, ainsi que des matières premières et des machines destinées à ses manufactures. Ils savent aussi que les arsenaux chinois ont défilé leur personnel ouvrier et qu'en travaillant jour et nuit à la fabrication des munitions. Après une enquête approfondie, les agents de plusieurs puissances ont établi que ces importations clandestines viennent des ports américains du Pacifique.

Dans la note adressée ces jours-ci à Washington, les puissances intéressées rappellent que les États-Unis ont, en entrant dans le traité de fabrication de munitions en Chine pendant une période de deux années, à partir de la signature du protocole.

Les hommes d'État américains répondent que leur gouvernement ne peut pas être accusé d'avoir agi avec mauvaise foi ; selon eux, la Chine seule est coupable, puisqu'elle s'est engagée par l'article 5 du traité à n'importer ni matériel de guerre, ni matières premières destinées à être employées dans la fabrication des munitions.

Le gouvernement américain reconnaît que l'importation en question est pratiquée exclusivement par des sujets américains, mais il se déclare désarmé contre eux.

Les puissances européennes croient que le président pourrait obtenir du Congrès le vote de lois spéciales. C'est le seul moyen de prévenir une catastrophe qui se produira à bref délai et qui coûtera à l'Europe des milliers de victimes.

Le retour de la cour. — Aux portes de Pékin
Londres, 6 janvier. — Le correspondant du « Standard » à Shanghai dit que le cortège de Pao-Ting-Fou, qui l'empereur et la cour quitteront cette ville mardi matin pour arriver à Pékin dans l'après-midi du même jour.

Le voyage de la cour chinoise
Pékin, 6 janvier. — L'arrivée du cortège impérial à Pao-Ting-Fou a été marquée par une surveillance étroite. Plusieurs centaines d'assistants ont dû prendre leurs repas dans des tentes.

La cour, pour éviter le spectacle pénible de la grande porte aux trois quarts démolie, a défilé entre les hauts murs édifiés pour la circonstance.

La plus grande partie du cortège impérial a été installée dans le yamen du vice-roi, dont les chaudières, décorées de lanternes et tapissées de fines broderies, avaient été repeintes et tendues de soie jaune et blanche ; les meubles étaient en ébène.

Les étrangers étaient invités à ne pas se montrer dans les rues avant le départ d'un millier de soldats yuanchikais, venus de Pékin.

Les routes conduisant à Pékin sont pleines de troupes. Très peu d'étrangers, paraît-il, ont pu voir la cour.

Huit jours après le départ de Kai-Fong-Fou, un photographe du cortège a été pris à Chang-Tsue-Fou. A Fian-Tsue-Fou, des ambulances ayant fait main basse sur des provisions préparées pour l'empereur, plusieurs officiers du commissariat se sont suicidés pour éviter la disgrâce.

D'autre part, trois cents cuisiniers, payés à l'avance, ne pouvant suffire aux réclamations affamées de la suite du cortège, ont décampé avec tout ce qu'ils ont pu emporter. Cette fuite a causé une grande perturbation sur tout le parcours. Trois magistrats ont déjà été destitués.

Un grand nombre de balayeurs sont chargés de nettoyer la route sur le passage du cortège impérial.

L'empereur est plutôt mélancolique et ne paraît guère se soucier des ferveurs qui brûlent de l'encens sur les bords de la route. L'impératrice, attentive à tout ce qui se passe, est, de son côté, l'objet d'un culte spécial.

Les malles des économistes forment tous les spectateurs à s'agenouiller devant elle. Les étrangers, seuls, restent debout, mais à la seconde sommation, ils se découvrent et l'impératrice répond à leur salut, au grand étonnement de la foule, qui ne peut comprendre pourquoi, comme les autres, ils ne se sont pas mis à genoux.

Plusieurs dames des légations avaient été invitées à assister au passage du cortège, de la fenêtre d'un magasin de soieries. Les ministres avaient été compris dans l'invitation, mais ils ont refusé. Toutefois,

d'autres membres des légations avaient accepté l'invitation.

L'ÉTAT DE SANTÉ DE LÉON XIII
Mgr l'évêque de Mendoc vient de faire à Rome son voyage « ad limina ». La « Semaine Religieuse » diocésaine, rendant compte de ce voyage, dit :

« Sa Grandeur a trouvé le Pape en bonne santé malgré les bruits contraires que répandaient les journaux. Il y avait deux ans qu'il avait été admis à son audience et rien ne lui a paru changé dans la personne du Saint-Père : excellente mémoire, connaissance parfaite de la situation actuelle de l'Église, parole nette et facile, jugement prompt et sûr, vivacité et pénétration du regard qui semble se concentrer toute la vie de cet organisme si frêle et cependant si résilient, rien n'accuse la sénilité dans ce vénérable vieillard de 92 ans. »

Nous lisons d'autre part dans le « Gaulois » :

Rien n'a été modifié dans ses habitudes, si ce n'est que l'aiguille vieillard, qui est parfois sujet à des incommodités, regarde maintenant un peu plus loquace l'heure de son lever. Son régime alimentaire est toujours le même : deux œufs à la coque, un peu de blanc de poulet, un fruit, le tout arrosé d'un demi-verre de bordeaux.

Léon XIII est parfaitement au courant des faits et gestes qui circulent sur sa santé. Il ne s'en fait rien, d'ailleurs, et ne s'occupe que de son œuvre, de son devoir, de son salut. C'est ainsi que, dernièrement, il travaillait en souriant à un projet français :

« Dites bien que je ne suis pas encore mort, car je travaille régulièrement huit heures par jour. »

LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL
M. Marconi au Canada. — Etablissement de deux postes. — Concours sans réserves du gouvernement

Ottawa, 6 janvier. — M. Marconi est enchaîné de l'Académie qui lui ont fait le gouverneur général et les membres du gouvernement canadien, par lequel les deux postes de télégraphie sans fil ont été établis sur la côte de l'île de Cap Breton, en laissant au gouvernement canadien le soin d'organiser un poste sur l'île de Sable.

Pour le moment, M. Marconi consacre toute son énergie au perfectionnement des signaux ; en attendant, l'inventeur est désireux de s'assurer la coopération des Compagnies télégraphiques de ce continent. Pour ce qui est du Canada, dont le réseau télégraphique s'étend sur une distance de près de trois mille milles, le gouvernement fera tous ses efforts pour venir en aide à M. Marconi, et l'on ne croit pas que les deux grandes Compagnies télégraphiques, celle du Canadian Pacific Railway et de la Western Union, aient l'intention de boycotter l'invention.

D'autre part, le bruit court que, dans le cas où les Compagnies prendraient une attitude hostile vis-à-vis de M. Marconi, le gouvernement canadien demanderait au Parlement le 13 février, jour de la réouverture, de voter un crédit pour la construction d'une ligne télégraphique indépendante qui reliait Sydney à Montréal.

LA TRAITE DES BLANCS
De Portland au New-York Herald :

On dit ici que ces descriptions de marins des navires marchands français, signalées par le « Phare » de Nantes, sont dues en partie à la non observation des lois sur les pensions de marins et en partie à l'ignorance des capitaines français.

Des exportateurs importants et les agents des compagnies d'armateurs allemands et anglais ont conclu avec M. Sullivan, le principal patron de pensions de marins (boarding house), un arrangement verbal, par lequel les armateurs et le prix d'achat d'un homme ne peuvent dépasser 55 dollars par homme.

Quand ce chiffre a été dépassé par des Français, c'est que le capitaine ignore les usages locaux, et que les agents français et les capitaines français ont des défiances mal placées.

M. Sullivan, qui est très puissant auprès des milieux politiques, a dit, en lisant la dépêche du « Herald » :

« Toute cette histoire avec les capitaines français vient de ce qu'ils ne veulent pas comprendre qu'ils sont en pays libre. La plupart d'entre eux ont à leurs côtés des gages très minimes, et les nourissent fort pauvrement. Il est évident qu'ils ne peuvent le faire sans être touchés le long, le matelot est tout prêt à sauter à terre en abandonnant ses gages. »

FAITS DIVERS
Collision de tramways à Paris. — Quatre blessés

Un tamponnement de tramways s'est produit dimanche soir, à sept heures, à l'intersection du boulevard des Invalides et de la rue de Sévres, à Paris.

Deux voyageurs appartenant à la ligne d'exploitation des tramways sud (Étoile-gare Montparnasse) se dirigeaient vers le point où se trouve l'arrêt de la rue de Sévres, lorsqu'une troisième, portant le numéro 109, arrivait à vive allure, vint les prendre en écharpe.

La première voiture n'eut rien, mais la seconde, le numéro 108, qui se trouvait le choc, se sol se trouvant un peu en décalage en cet endroit, la voiture 109, sous la violence du heurt, retrograda d'environ trente mètres. Malheureusement, les quatre voyageurs qui se trouvaient dans le véhicule tamponné furent blessés.

L'un d'eux, qu'on désespère de sauver, a été transporté à l'hôpital Necker, dans un état lamentable, et, comme il ne portait aucun papier sur lui et qu'il n'a pu encore reprendre connaissance, il a été impossible d'établir son identité.

Quant aux trois autres, ils ont été transportés à leurs domiciles respectifs. Ils ont été assez grièvement atteints.

M. Vallet, commissaire de police, a retenu près de lui le waman tamponné et a ouvert aussitôt une enquête, aidé dans sa tâche par M. Keutzler, officier de paix.

Les accidents ont été appes sur les voitures.

Déraillement d'un tramway électrique à Lyon
Six blessés

Lyon, 6 janvier. — Un tramway électrique bondé de voyageurs s'est enclavé à la descente d'Oullins ; il a déraillé et, après avoir parcouru 50 mètres sur la chaussée et sur le trottoir, est allé buter contre une porte d'allée. Six personnes ont été blessées plus ou moins sérieusement.

Un bigame
Brest, 6 janvier. — On a procédé à l'arrestation d'un M. C... receveur des contributions, habitant Saint-Malo ; il est accusé de bigamie.

M. C... avait perdu sa première femme, en épousa une deuxième, qu'il abandonna. Il vint ensuite à Brest, où, s'étant fait passer pour veuf, il convola une troisième fois en justes noces.

C'est par une lettre anonyme que le parquet a été informé de la situation.

M. C... est depuis midi à la prison de Bouguen.

Vol à la dynamite
Le Mans, 6 janvier. — Un laïcier faisant sa tournée habituelle et passant devant la maison d'un de ses clients, M. Tannay, voyageur de commerce, à l'angle du boulevard Lamartine et de la rue de Sartre, constata que la porte d'entrée en avait été ouverte.

Croyant que les propriétaires qu'il savait absents depuis les fêtes de Noël étaient rentrés, il entra dans la maison et appela. Ne recevant pas de réponse, il pénétra dans le vestibule et, après avoir constaté que les portes avaient été fracturées, il avertit les voisins et le commissaire de police.

Le dernier se transporta immédiatement sur les lieux. Il constata que tous les meubles avaient été forcés et que le coffre-fort avait été fracturé à l'aide d'une cartouche de dynamite.

Les malfaiteurs avaient enveloppé avec un matelas en sorte qu'aucun voisin n'avait entendu la détonation.

On a trouvé près du coffre-fort un revolver chargé de six balles, oublié par les cambrioleurs.

On ne sait quand le vol a été commis, les voisins, ainsi que nous l'avons dit, n'ayant rien entendu et aucune constatation n'ayant été faite qui pût permettre de préciser le jour où ce hardi cambriolage a été effectué.

Le commissaire de police a immédiatement prévenu par télégramme M. Tannay, qui se trouve actuellement à Rambouillet et qui seul peut faire connaître l'importance du vol.

Un commencement de panique au théâtre de Marseille
Une dépêche de Marseille annonce qu'un commencement de panique s'est produit hier après-midi au Grand-Théâtre pendant la représentation des « Huguenots ». Un fil électrique ayant brûlé, a communiqué le feu à une horse qui s'est enflammée.

Les machinistes ont immédiatement éteint ce commencement d'incendie et l'attitude des artistes a suffi pour ramener le calme dans le public qui déjà s'apprêtait à fuir.

Le prix d'un Raphaël
M. Pierpont Morgan, le riche Américain, vient d'acquiescer de M. Sodeimeyer, la « Madone de Saint-Antoine de Padoue » par Raphaël, pour la somme de 2.500.000 francs. Raphaël, pour la première partie de cette somme, aurait-il trouvé à la vendre ?

En 1870, l'impératrice Eugénie témoigna le désir d'acquiescer ce chef-d'œuvre pour le Louvre. Le prix demandé était alors d'un million.

Cette toile, peinte par Raphaël pour le couvent de Saint-Antoine de Padoue, à Pérouse, est composée de deux panneaux dont le principal représente la Vierge portant sur ses genoux l'enfant Jésus.

Condémnation d'un officier autrichien
Paris, 6 janvier. — Le tribunal correctionnel vient de condamner à six mois de prison avec sursis un ancien lieutenant autrichien qui avait pris part au raid fameux Vienne-Berlin.

Le lieutenant s'appelle Gormas. Il appartient à une famille en vue. Son frère est secrétaire d'un ministre. Sa sœur a épousé un général italien qui commande à Livourne.

Venu à Paris il y a quelque temps avec 200.000 fr., l'officier ne tarda pas à perdre son argent aux courses. Pour se procurer de l'argent, il se fit alors envoyer de Vienne une lettre dont les termes étaient calculés de façon à faire croire qu'il avait du crédit dans une banque connue.

A l'aide de cette lettre il put trouver une trentaine de francs chez différents personnes. Il ne put payer à l'échéance. Seulement, il trouva le moyen de décontourner plus tard ses créanciers. C'est pourquoi le tribunal s'est montré indulgent.

Tentative d'empoisonnement
Valence-sur-Rhône, 6 janvier. — Une enquête est ouverte, au sujet d'une tentative d'empoisonnement, commise ces jours derniers sur une jeune fille de vingt-trois ans, Léonie Berruyer, demeurant chez ses parents, au Châlon, canton de Romans, par une femme.

Celle-ci offrit une première fois, à Léonie Berruyer, Sa sœur, dont l'absorption causa de vives douleurs, durant plusieurs jours. Une seconde fois, la jeune fille, attirée à Romans par une lettre apocryphe d'un de ses amis, rencontra en voiture la femme E... qui lui offrit une brioche d'une odeur singulière. Léonie Berruyer ne consentit à prendre de ce gâteau, que si d'autres personnes en acceptaient un morceau. M. Larra de Montmirail prit alors la brioche, mais la femme E... insista pour qu'on la lui rendît.

Cette attitude éveilla les soupçons de M. Berruyer, père de Léonie, depuis une plainte à la gendarmerie, la brioche a été saisie et sera analysée.

On croit que la femme E... voulait se débarrasser de Léonie Berruyer, parce que celle-ci est fiancée à un sieur T... qu'elle voulait marier avec sa propre fille.

Une exécution capitale à Cayenne
Le forçat Lacoste, originaire de la commune de Marcolles (Cantal), qui, le 2 janvier 1900, assassinait, au retour d'une foire à Calviat, le fermier Bavarroc, et lui volait 400 fr., vient d'être guillotiné à Cayenne, où il purgeait sa peine les travaux forcés à perpétuité. Il avait tenté de s'évader un assassinat au gardien.

Rixe mortelle entre civils et militaires
Belfort, 6 janvier. — Ce matin, vers 2 heures, une rixe éclata à Belfort entre civils et militaires, et la sortie d'un restaurant de nuit. Un artiller de 50e bataillon à pied, se trouvant en état de légitime défense, a porté un coup de baïonnette à un nommé Valizer, âgé de 22 ans, et lui a fracturé le crâne. Valizer est mort quelques heures après. Une enquête est ouverte.

La collision du « Max » avec le « Walla-Walla »
San-Francisco, 6 janvier. — La barque française « Max », qui est entrée en collision avec